

MESSAOUD OULD BOULKHEIR, PRÉSIDENT DE L'APP À HORIZONS :

"Nous restons un parti d'opposition"



Nous nous réservons le droit de critiquer le CMJD et de dire ce qui nous convient dans son action et ce qui ne nous convient pas. Nous restons donc un parti d'opposition : c'est ce qu'a déclaré M. Messaoud Ould Boulkheir,

président de l'Alliance Populaire Progressiste (APP) dans une interview exclusive à Horizons. Dans cette interview, le leader de l'APP retrace le cheminement qui a conduit AC à se joindre à l'APP dans le cadre d'une

même formation et clame son intention, une fois au pouvoir, de rouvrir les dossiers du pétrole et des mines pour que, dit-il, "la Mauritanie profite vraiment de ses ressources naturelles".

MESSAOUD OULD BOULKHEIR, PRÉSIDENT DE L'APP À HORIZONS :

"Nous restons un parti d'opposition"

Nous commençons, avec cette interview une nouvelle rubrique où nous interrogerons chaque semaine les dirigeants des partis politiques sur leurs positions, leurs programmes, leurs propositions pour l'avenir. Ceci sans parti-pris et sans complaisance.

Notre premier invité est Messaoud Ould Boulkheir, président de l'Alliance Populaire Progressiste (APP).

■ Propos recueillis par M'Barek Ould Beyrouk

HORIZONS : *Qu'est ce que cette alliance que l'APP ? Comment êtes-vous parvenus à confectionner ce parti ? Comment est née l'alliance AC-APP ?*

Messaoud Ould Boulkheir : Comment est née l'alliance AC-APP ? Le plus simplement du monde ! Vous savez bien que AC, Action pour le Changement n'a jamais été vue d'un bon œil par l'opinion officielle. Nous avons assisté à une levée de boucliers contre nous au niveau des rouages de l'Etat et au niveau même d'une bonne partie de l'opposition. Ce parti était fort mal accepté, soit parce qu'il était dirigé (il faut appeler les choses par leur nom) par Messaoud Ould Boulkheir, par un hartani, soit parce qu'il apparaissait comme une alliance entre noirs, kwar et haratines, soit enfin parce qu'il gênait certaines figures de l'opposition qui avaient des comptes à régler avec moi ou qui étaient bousculés par cette formation qui attirait à elle une partie de l'électorat qui aurait, pensent-ils, pu aller vers eux.

Nous avons donc rencontré beaucoup de problèmes. Il me souvient des élections de 2001, où nous avons mis le PRDS en ballottage, à Nouakchott, à Nouadhibou et dans d'autres centres. Un journaliste pour lequel j'avais beaucoup de respect m'avait posé tout bonnement la question suivante : "quelle interprétation faites-vous de ce vote identitaire ? J'étais fâché et fort surpris d'une telle question et d'une telle interprétation des résultats d'un vote. Parce qu'à ma connaissance, les bulletins de vote n'avaient pas de couleurs différentes, et on ne pouvait pas savoir par les seuls résultats, comment avait voté telle communauté ou telle autre, telle région ou telle autre, telle couche sociale ou telle autre. C'est vous dire l'esprit dans lequel baignait la Mauritanie, en général, et comment cet esprit apparaissait là où

on ne l'attendait pas.

Quand il y eut donc des élections et que mon parti eut les meilleurs résultats de l'opposition, quand il eut l'avantage sur des partis qu'on donnait pour les plus grands, qu'on présentait comme ayant plus de moyens, plus de populations, plus de tribus, on se récria. Mais c'était AC qui avait eu quatre députés, quatre maires. Cela avait choqué, bien sûr, beaucoup d'esprits, à tous les niveaux. C'est pourquoi nous n'avons pas tardé à être interdits. Le gouvernement avait choisi de dissoudre, d'une manière tout à fait arbitraire, notre parti. Pour nous empêcher de profiter de la subvention à laquelle nous avions droit, suite à nos résultats dans les municipales. L'idée était simple ; un parti qui arrive à de tels résultats, sans moyens, pourrait aller beaucoup plus loin s'il arrive à bénéficier de financements publics. Alors, on le dissout.

Nous avons bien sûr dénoncé cette injustice, mais le pays baignait dans l'injustice. Et nous n'avons vu personne se lever, d'une manière vraiment affirmée ou vraiment claire, pour nous soutenir. Il n'y eut pas de levée des boucliers, juste des condamnations du bout des lèvres. Nous avions pourtant vu des gens se mobiliser pour moins que cela. Mais AC dissout, ça paraissait être du goût de tout le monde. Nous avons marqué le coup. Nous avons intenté un procès évidemment, et la justice a bien sûr confirmé l'interdiction.

Je me rappelle bien que le président de la Cour Suprême avait tenu ce qui ressemblait à un meeting dans la salle d'audience. Il débitait les thèses du gouvernement et celles du PRDS. J'ai même demandé la parole pour signifier qu'il ne s'agissait pas d'un tribunal, mais d'un meeting politique où je demandais une adresse aux populations, moi aussi.

Nous avons ensuite voulu créer un autre parti, Convention pour le Changement, mais le ministère de l'Intérieur nous a signifié qu'il s'agissait des mêmes figures dirigeantes que celles d'AC, que nous prêchions la violence, que nous étions des racistes peut être et qu'il refusait toujours de nous reconnaître. Entre-temps, nous affirmions, dans nos rencontres avec les autres partis, au cours de leurs conférences de presse où nous étions invités - parce qu'ils continuaient à nous inviter tout de même - nous affirmions donc que nous voulions imposer notre présence politique et que nous étions donc prêts à discuter avec d'autres partis pour les intégrer si possible. C'est dans ce sens que quelques uns de nos cadres ont ren-

"Nous devons nous débarrasser des mauvaises épines et travailler ensemble".

contré des cadres de l'APP. J'ai donné mon feu vert à ces discussions et désigné d'autres représentants de notre mouvement pour ces pourparlers qui se sont déroulés dans le secret et qui ont abouti à un accord. Ce ne fut pas difficile, car nous avions beaucoup de convergences. Le projet de société commun a été élaboré sans déchirements : juste quelques petites modifications, de légers amendements à nos plate-formes originelles. L'harmonie était parfaite. Surtout que les deux mouvements étaient pestiférés aux yeux de certains ; les nationalistes arabes étaient accusés de racisme, de participation aux événements de 89, d'injustice envers les négro-africains alors que nous, nous étions désignés comme des revanchards, des anciens esclaves qui veulent régler leurs comptes à leurs anciens maîtres.

HORIZONS : *Et comment vous situez vous publiquement, idéologiquement. Un parti de*

gauche, d'extrême gauche ?

Messaoud Ould Boulkheir : Je ne connais pas les clichés idéologiques. Je n'y crois guère d'ailleurs. La seule définition que je me donne est celle-ci : patriote sincère, assoiffé de liberté, de justice et de démocratie, du respect de l'autre et qui veut voir toute la Mauritanie adhérer à ces valeurs. Je veux que les Mauritaniens tournent le dos à leurs mauvaises caractéristiques. Car nous sommes une société qui ne connaît pas l'esprit d'égalité et qui a un pied au Moyen Age. La démocratie a toujours été inconnue ici, les libertés ont toujours été frustrées. Nous avons certainement, dans notre société, de bonnes choses, mais les mauvaises prennent le dessus. Pour que nous soyons heureux et fiers de ce que nous sommes, je pense que nous devrions nous débarrasser des mauvaises épines et travailler ensemble.

J'affirme tout cela, sans gants, sans diplomatie, car je ne connais que les leçons de la vie, quand je me brûle les doigts, j'apprends qu'il y a du feu, quand je sens que ça va, je continue à marcher. Je n'ai jamais appris à feindre. Aller contre sa conscience est la pire des choses qui puisse arriver. Il faut appeler les choses par leur nom pour que les gens apprennent, pour que personne ne puisse dire qu'il n'a pas compris. Cela dit, je suis habitué à être fiché comme extrémiste par certains, roturier par d'autres, cela ne m'empêche pas de dormir.

Parce que je sais que si tous les Mauritaniens pensaient comme moi, ils marcheraient main dans la main. On ne voit en moi qu'un hartani, on qualifie d'hommes d'Etat des hommes politiques qui n'ont rien, absolument rien apporté, et on me refuse ce qualificatif parce que je suis descendant d'esclave. Cela n'empêche pas de dormir, avec douleur parfois mais aussi parfois avec délices. Car je n'ai pas l'intention de dévier de mon chemin.

HORIZONS : *On dit qu'à l'APP vous faites une véritable fixation sur deux questions : l'esclavage et les déportés. Des problèmes que certains nient. D'autres disent qu'il existe d'autres problèmes que ceux-là.*

Messaoud : C'est vrai, il existe dans ce pays beaucoup de problèmes. Certains font de la durée du mandat présidentiel, un point focal. Nous disons que c'est un faux problème, car un Chef d'Etat peut détruire un pays en une année. Mais nous refusons abso-

lument de mettre le problème de l'esclavage au même titre que d'autres. Quand on refuse à quelqu'un d'hériter, de devenir témoin, de se marier sans autorisation, il y a injustice. L'esclavage est le système le plus abject. Je préférerais mourir plutôt que vivre sans liberté, comme une bête. La liberté ne saurait être que la première des premières des priorités.

Pour ce qui est de la question des déportés, il est clair que les autorités mauritaniennes avaient durant les événements de 89-90, enlevé à certains leur citoyenneté, leurs biens, leur dignité. Comment saurait-on se taire ou considérer ce problème comme mineur ? Je pense que la moindre des choses serait de permettre leur retour organisé, leur ouvrir donc les portes, les accueillir, les indemniser, et pour le gouvernement, présenter des excuses officielles. Nous avons proposé au gouvernement de créer une commission pour éclaircir les événements de 1989 et pour qu'on n'y revienne plus. Et le pardon peut régner de part et d'autre. Pour ce qui est de l'esclavage, nous demandons la promulgation d'une loi spécifique pour l'interdire. Car les textes qui le rejettent, baignent dans les généralités et ils n'ont jamais empêché ce phénomène abject de continuer. Nous ne voulons plus qu'il y ait quiproquo à ce sujet.

HORIZONS : *Comment vous situez-vous aujourd'hui sur l'échiquier politique ?*

Messaoud : Il y a un pouvoir. Il n'y a pas de vacance. Nous restons un parti d'opposition.

HORIZONS : *Opposition à quoi ?*

Messaoud : Au CMJD, bien sûr. Parce que j'ai un mot à dire sur la gestion du pays, parce que je ne suis pas content de tout ce qui se fait, parce que le CMJD a pris des engagements qu'il n'a pas encore réalisés et que j'attends de voir réalisés. Il n'y a pas absence de pouvoir pour qu'il n'y ait pas d'opposition ou au moins regard critique. C'est cela la démocratie. L'opposition doit servir de contre-poids, de contre-pouvoir, attirer l'attention, sur les erreurs, les errements, les tragédies, c'est ce que je fais.

Quand le CMJD est venu, nous n'avons pas applaudi les militaires parce que notre problème ça a toujours été les militaires. Les engagements pris ne nous paraissent pas suffisants, mais nous attendons qu'ils soient tenus. Nous attendons d'autres mesures qui auraient pu nous amener vraiment sur la voie de la démocratie et de la justice. Nous avons le droit de dire ce que nous pensons.

Nous nous réservons le droit de critiquer le CMJD et de dire ce qui nous convient dans son action et ce qui ne nous convient pas. Nous sommes donc bien un parti d'opposition.

HORIZONS : Depuis le 3 août, il y a eu beaucoup de nouveaux partis...

Messaoud : Du point de vue des principes je suis pour le multipartisme intégral. Je suis contre le fait de mettre des freins à la liberté d'association. Mais du point de vue pratique, j'estime que nous sommes un pays pauvre, encore très sous-développé et qui ne connaît pas encore bien la démocratie. J'aurais préféré donc qu'on s'en tienne aux partis qui ont déjà une histoire, de l'expérience, qui ont effectivement contribué à la démocratie. Nous assistons à la naissance de partis qui ne disposent en fait que d'un

aurait été normal de laisser le parti nazi exister.

HORIZONS : La comparaison est trop grosse ?

Messaoud : Pourquoi ?

HORIZONS : Parce que ce n'est exagéré tout de même ?

Messaoud : Moi, on m'a comparé à Le Pen. C'est pas fort ça ?

HORIZONS : C'est toujours exagéré.

Messaoud : Hitler n'aurait pu rien faire sans son parti, Maaouya n'aurait également pas pu faire ce qu'il a fait, sans le PRDS, c'est ce que je veux dire. Et puis l'injustice n'est pas divisible. Du point de vue du principe, elle reste la même, pourquoi m'avait-on interdit, pourquoi un député du PRDS avait-il demandé publiquement notre interdiction, pourquoi annonce-t-on pour moi plus de

Messaoud : Grosso modo, nous refusons le libéralisme pur et dur, tel qu'il est appliqué. Tout le monde parle de désengagement de l'Etat. Nous ne sommes pas d'accord. Nous pensons, au contraire, que l'Etat doit s'impliquer pour l'éducation, pour la santé, pour l'approvisionnement des populations, contre le renchérissement de la vie, la pauvreté. L'Etat doit continuer à maintenir les équilibres dans les secteurs vitaux. Mais nous n'avons rien contre le fait que dans les grandes entreprises, dans des secteurs comme les mines, le pétrole, le poisson, la loi du marché règne, qu'il y ait le moins d'ingérence d'Etat possible. Cela dit, dans le domaine du pétrole, nous ne sommes pas contents des contrats de partages réalisés, et nous disons en toute franchise, que nous avons l'intention, une fois au pouvoir, de rouvrir ces dossiers, car

60?

Messaoud : Vraiment je ne sais pas. Je n'ai comme expérience que la Mauritanie. Mais je pense qu'après 45 ans de gabegie, d'accumulation de richesses au profit d'une petite minorité, on ne peut demander à l'Etat de croiser les bras. Non, il a un devoir.

HORIZONS : Avez-vous à l'APP, analysé les problèmes de l'éducation ? Que pensez-vous de cette question, comment voyez-vous l'école de l'avenir ?

Messaoud : Je serais très heureux que vous lisiez le programme de l'APP. Evidemment, l'éducation est pour nous un problème fondamental. L'une des raisons essentielles de notre rejet du libéralisme ambiant, c'est que nous pensons que l'éducation doit être fortement soutenue, car chaque pays, s'il ne maîtrise pas son projet éducatif, ne maîtrisera rien

voire promotion sociale, s'est faite grâce à l'école ?

Messaoud : Elle s'est faite par moi-même. Car je connais des gens qui ont de gros diplômes et qui ont des idées féodales. Je connais des professeurs qui sont venus demander s'ils doivent racheter leur liberté à leurs maîtres. Car ils sont esclaves dans leur tête. Donc l'éducation n'est qu'un moyen, cela peut aider. Mais si quelqu'un n'a pas, de lui-même, la volonté de s'émanciper, l'école ne lui serait d'aucune utilité.

HORIZONS : L'alphabétisation, la lutte contre l'analphabétisme ?

Messaoud : Le savoir est nécessaire pour ouvrir les horizons, mais je persiste à penser que l'école ne libère que ceux qui ont la volonté de devenir libres. Je me souviens quand j'étais à l'école, les enfants qui partageaient l'internat avec moi étaient pour la plupart des fils de chefs et ils voulaient que je leur obéisse, ils voulaient continuer l'ordre social à l'internat, mais moi, enfant, j'ai refusé de toutes mes forces.

HORIZONS : Et la santé ?

Messaoud : La santé, pour tous, c'est ce que nous voulons. Je vous renvoie à notre programme politique. En matière de santé, nous pensons que l'Etat doit être très présent, que la santé doit être gratuite, au service des populations. Nous voulons des hôpitaux, du personnel spécialisé, une couverture sanitaire totale, une médecine préventive, des soins primaires...

HORIZONS : Et les salaires, ils augmenteront avec vous bien sûr ?

Messaoud : Chaque travail doit être salarié. Nous avons cependant une Fonction Publique qui renferme une pléthore de gens qui ne rendent aucun service à la communauté, il y a des enseignants, des infirmiers qui sont absents de leurs postes, je crois qu'il faut dégraisser, renvoyer ceux qui ne servent à rien, améliorer les conditions de ceux qui travaillent. Nous pensons que les salaires doivent augmenter mais que le personnel de l'Etat doit avoir un rendement.

HORIZONS : Avec quels moyens tout cela, où trouverez-vous les moyens de toutes ces ambitions ?

Messaoud : Je ne suis pas encore dans les secrets de l'Etat. Je sais seulement qu'une fois au pouvoir nous préférons former par exemple un infirmier que d'acheter un bureau de luxe pour un ministère. Le budget de fonctionnement est énorme, les moyens de l'Etat sont utilisés à des fins peu orthodoxes. Je crois qu'il faut les orienter vers les priorités, l'éducation, la santé. On fera seulement la politique de nos moyens mais nous n'exploiterons pas les moyens de l'Etat dans les frais de déplacements, ou dans les bureaux alors que les pauvres s'échinent pour payer des aspirines. ●



récépissé et d'ONG nationales qui s'intéressent au poisson ou à je ne sais quoi. Si on prend sur soi de dissoudre des institutions comme l'Assemblée Nationale ou le Sénat, comment reculerait-on devant le refus de délivrer des récépissés à des partis qui, en fait, n'existent pas. Et puis je vois que le PRDS accapare tout, que des membres de sa direction sont dans des ambassades, que ses cadres sont nommés officiellement dans tous les postes, alors qu'on nous dit que l'administration est neutre. Aux dernières réunions des instances du PRDS, il y avait presque tous les directeurs et les responsables. J'ai dit au secrétaire général du PRDS, devant le Président du CMJD que le meilleur service qu'ils puissent faire au pays est de se disloquer. Pour que le PRDS puisse être un vrai parti, sans porter la charge du passé, il doit cesser d'exister.

HORIZONS : Pensez-vous qu'il soit vraiment démocratique de demander la dissolution d'un parti politique déjà légal ?

Messaoud : Vous pensez qu'après la défaite d'Hitler, il

5% aux présidentielles, puis on amende ce pourcentage pour que je ne puisse pas bénéficier de subsides ? L'injustice, c'est l'injustice.

HORIZONS : Vous n'êtes pas

Une fois au pouvoir, nous ouvrirons les dossiers du pétrole et des mines car nous tenons à ce que la Mauritanie profite vraiment de ses ressources naturelles.

donc prêt à oublier...

Messaoud : Je ne suis pas d'accord quand le CMJD dit "laisser de côté le passé". Je pense qu'il faut bien revenir au passé. Et cela non pas pour couper des têtes, non pas pour envoyer des gens en prison, mais pour comprendre, pour ne pas recommencer. Nous devons au moins avoir une idée des biens mal acquis, ne serait-ce que pour les imposer fortement.

HORIZONS : Parlons maintenant d'avenir, de votre programme. Que nous proposez-vous sur le plan économique ?

nous tenons à ce que la Mauritanie profite vraiment de ses ressources naturelles.

Mais nous tenons à développer les secteurs qui emploient beaucoup de Mauritanien, l'agriculture, l'élevage, la pêche artisanale par exemple. Nous voulons que l'Etat s'implique davantage dans ces secteurs, qu'il y mette sa technicité et son savoir

faire pour rendre la vie plus facile pour les classes nécessiteuses de Mauritanie. Nous voulons que toutes les retombées de notre pétrole, de nos mines, soient bien analysées et qu'elles soient mises au service de tous les Mauritanien, à travers les équipements collectifs, les universités, les routes, les ponts, les barrages, les hôpitaux, les équipements sportifs, la prise en charge des humbles. C'est cela notre ambition en matière économique.

HORIZONS : Social-démocratie à la suédoise des années

du tout.

Nous pensons que l'école est mal partie. Nous croyons à une école républicaine où les enfants portent la même tenue, où les programmes sont sérieux. C'est pourquoi nous demandons des états généraux de l'Education où les experts pourront se réunir, discuter et nous offrir quelque chose de valable pour l'avenir du pays. Car l'école forme les consciences. Moi, par exemple j'ai étudié à Rosso, loin de chez moi, et je sais que j'ai beaucoup plus de sens patriotique que celui qui est resté dans son bled, dans sa tribu à côté de ses préjugés.

HORIZONS : L'école est aussi un moyen de promotion sociale pour les couches qui étaient exploitées...

Messaoud : Elle ne l'est pas. Elle aurait pu l'être mais elle ne l'est pas. Parce qu'elle a d'abord été ségrégationniste, les premières écoles étaient destinées aux fils de chefs. Ils étaient aussi des otages : vos enfants sont là, restez tranquilles.

HORIZONS : Mais vous,